



Séance ordinaire du mardi 14 décembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard MODOT, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Clara GIMENEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Agnès SAURAT

Solidarités - Programme Cités de l'emploi - Labellisation de Montpellier Méditerranée Métropole - Feuille de route et plan d'actions - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Pour faire face à la situation dégradée de l'emploi dans les Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV), accentuée par les conséquences sociales et économiques de la crise sanitaire, l'État étend en 2021 le programme « *Cités de l'emploi* » à soixante nouveaux territoires pour en porter le nombre à 84. En effet, une première phase encourageante a permis la labellisation de 24 territoires en 2020, dont Narbonne et Tarbes - Lourdes en Occitanie.

Relevant de la Politique de la Ville et complémentaire notamment aux volets « *Emploi et développement économique* » des Contrat de Ville et Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU), l'objectif des « *Cités de l'emploi* » est d'intensifier l'accès à la formation et à l'emploi des habitants des QPV à travers une collaboration renforcée des acteurs de l'emploi et un recours adaptée de l'offre « insertion-formation-emploi » au profit de parcours.

Le dispositif Cité de l'Emploi se caractérise par :

- Un diagnostic territorial préalable (besoins et offres) permettant la conception d'une programmation expérimentale pour la période 2021 – 2022 ;
- Un pilotage par les Préfectures de Département en partenariat étroit avec les collectivités locales (commune ou intercommunalité) ;
- Une animation nationale confiée à l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), en lien avec la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP), et faciliter les échanges entre Cités de l'emploi, à capitaliser les bonnes pratiques, à mettre à disposition des outils d'animation et à participer au suivi et à l'évaluation à la démarche ;
- Une enveloppe de 100 000 € de l'Etat par Cité de l'Emploi et par an pour une durée de 2 ans avec un abondement attendu de la collectivité partenaire ;
- Un cadre de référence collaboratif et opérationnel pour la mise en œuvre d'actions structurées autour de trois axes :
 - ↳ Axe 1 : Animation territoriale des partenaires « Emploi » ;
 - ↳ Axe 2 : Coordination de parcours ;
 - ↳ Axe 3 : Actions spécifiques sur des besoins insuffisamment ou non couverts.

Dans ce cadre et dans des délais contraints, le territoire montpellierain a candidaté à la labellisation « *cité de l'emploi* » et a été retenu afin de mettre en œuvre un plan d'actions venant renforcer le dispositif local PODEM (Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain) et couvrant les 12 quartiers prioritaires de la politique de la ville. L'existence d'un dispositif local, partenarial et innovant, en faveur de l'emploi et l'entrepreneuriat des habitants des QPV de Montpellier, à savoir le PODEM a été un atout déterminant de la candidature de la Métropole.

A ce titre, une feuille de route a été élaborée conjointement par les services de l'Etat et ceux de Montpellier Méditerranée Métropole. Celle-ci prévoit de cibler les moyens alloués à la « *Cité de l'emploi* » sur le :

- Renfort de l'ingénierie préexistante :
 - ↳ Coordination et articulation entre les actions spécifiques « insertion-formation-emploi » issues des dispositifs politique de la ville et l'offre de droit commun ;
 - ↳ Facilitation et démultiplication des expériences d'engagement des entreprises, en faveur des habitants du territoire ;
- Soutien d'actions spécifiques prioritaires :
 - ↳ L'inclusion des femmes (Maîtrise de la langue et test en coopérative d'activités) ;

- ✎ L'insertion des jeunes les plus éloignés de l'emploi (amorçage de parcours et « mise au vert » pour décrocheurs scolaires).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la feuille de route élaborée conjointement par l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole et son plan d'actions ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20/12/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 21 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211214-174659-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Montpellier3M_Feuille_de_route_Cite_de_l_emploi-1.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.